

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Joo-Jock, Lim et S. Vani (Ed) *Armed Communist Movements in Southeast Asia*. Hampshire (Engl.), Gower Publishing, Coll. « Issues in Southeast Asian Security », 1984, 224 p.

par Justus M. Van der Kroef

Études internationales, vol. 17, n° 3, 1986, p. 674-677.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702053ar>

DOI: 10.7202/702053ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

sécurité dans les relations Est-Ouest donnent un aperçu des autres aspects qui influencent la politique du Pacte. L'article de Paul Marer sur les relations économiques illustre aussi certains autres problèmes au sein du Pacte. Enfin les deux derniers chapitres par J.F. Brown et Jonathan Dean sur son avenir sont des présentations prudentes qui mettent surtout l'accent sur le besoin de réformes économiques en Europe de l'Est.

Il n'est point étonnant que les avis soient partagés sur l'évolution du Pacte. Les conclusions diffèrent selon les perspectives de chaque auteur et l'importance du facteur qu'ils analysent. Tous reconnaissent cependant que l'Union soviétique joue le rôle principal et que c'est elle qui décidera de l'évolution du Pacte. Même si l'influence soviétique apparaît en filigrane dans chaque article, il eut été utile d'inclure un article, basé sur des écrits soviétiques, à propos de l'importance que l'URSS attache au Pacte non seulement en tant qu'organisation militaire, mais aussi en tant qu'instrument politique. Cette carence est toutefois mineure face à dix excellents articles qui examinent à peu près tout ce qu'on souhaiterait savoir sur le Pacte de Varsovie. Ceci n'est d'ailleurs qu'un des mérites de cet ouvrage collectif.

Stanislav KIRSCHBAUM

*Département de science politique
York University, Collège Glendon, Toronto,
Canada*

JOO-JOCK, Lim et S. VANI (Ed) *Armed Communist Movements in Southeast Asia*. Hampshire (Engl.), Gower Publishing, Coll. "Issues in Southeast Asian Security", 1984, 224 p.

Cet ouvrage est le fruit d'un projet de recherche à long terme menée dans le cadre du « Programme d'études stratégiques régionales » de l'*Institute of Southeast Asian Studies* (ISAS) de Singapour. La conviction de l'urgence nécessaire qui se développe, parmi les « Asiatiques du Sud-Est eux-mêmes » un « réseau d'experts » sur les questions de sécurité de l'Asie du Sud-Est constitue le ressort

du projet. La plus grande partie de cette expertise, comme l'indique dans son avant-propos le directeur de l'ISAS, Kernial S. Sandhu, se trouve actuellement « dans le monde développé ». La première phase du projet de recherche a porté sur l'étude des mouvements communistes armés dans la région de l'Asie du Sud-Est, et a fait l'objet d'un « séminaire » à Singapour en novembre 1982. Un second projet examinera les « mouvements séparatistes violents » dans la région. Les deux projets ont bénéficié de subventions importantes en provenance du « monde développé », plus précisément des Fondations Ford et Rockefeller.

Les pays d'Asie du Sud-Est dont il est question dans cet ouvrage font chacun l'objet d'un article. L'Indonésie semblait apparemment mériter deux articles, l'un deux ayant été rédigé par le seul parmi les auteurs qui ne soit pas d'Asie du Sud-Est, le professeur Donald Weatherbee. Un court commentaire faisant état des discussions des participants fait suite à chacune des études de cas. Chaque chapitre consacré aux pays, à l'exception de l'étude de Singapour, contient des notes de bas de page et l'analyse sur laquelle se termine l'ouvrage a été préparée par Chandran Jeshurun. Le livre ne contient pas de bibliographie générale alors qu'on aurait pu croire que, l'objectif de la recherche étant entre autres de susciter le développement d'un « réseau d'experts » locaux, la compilation d'une liste exhaustive des travaux publiés sur le sujet, et particulièrement de ceux qui ne sont pas largement diffusés parce qu'écrits dans les langues des pays de l'Asie du Sud-Est, aurait été particulièrement utile.

On sera donc étonné de constater que les sources citées à la fin de chaque chapitre sont les sources classiques de langue anglaise qui ont déjà été mentionnées dans les travaux effectués par des auteurs du « monde développé » sur le communisme en Asie du Sud-Est. Et l'on sera encore plus surpris de constater qu'en raison soit d'un manque de familiarité ou d'une sélectivité qui demeure inexplicable de la part des auteurs, il y a des omissions bibliographiques remarquables. Il en résulte de façon générale un ouvrage très inégal qui

apporte peu de nouveaux éléments tant en ce qui concerne les faits que leur interprétation.

Dans son essai sur le communisme armé en Indonésie, Dorodjatun Kuntjoro-Jakti, de la *University of Indonesia*, cherche à démontrer que contrairement à la propre auto-critique du Parti communiste indonésien (PKI) et aux « observations habituelles » (quelles qu'elles soient) des « journalistes et analystes occidentaux », les erreurs révolutionnaires du PKI découlent moins d'une mauvaise stratégie que des « facteurs objectifs propres à l'Indonésie », qui ont présumentement empêché que l'utilisation de la violence soit couronnée de succès. L'auteur semble vouloir dire par là que malgré le développement qu'il a connu au début des années soixante, le PKI est demeuré essentiellement un parti « javanais » et « isolé » au sein d'une « société pluraliste » dans laquelle l'Islam, entre autre, a joué un rôle de contrepoids. (En principe, il s'agit d'un non-argument car pourquoi les Bolchéviques, qui n'étaient pas moins « isolés » ont-ils finalement réussi dans une Russie tsariste davantage « pluraliste » ?). L'argumentation de Kuntjoro-Jakti ne réussit pas non plus à expliquer pourquoi le PKI « isolé » a fait preuve dès les élections de 1955 et de 1957 d'une vigueur impressionnante à la fois dans les régions urbaines et rurales de Java, ainsi que dans certains secteurs de Sumatra (voir Justus M. van der Kroef, *The Communist Party of Indonesia: Its History, Program and Tactics*, Vancouver, University of British Columbia Press, 1965, pp. 80-81 et 92-93). De toute façon, Kuntjoro-Jakti étant apparemment si préoccupé par les facteurs environnementaux « objectifs », son dénigrement de la position javacentriste du PKI est singulier. Tenir Java constitue et a toujours constitué l'essentiel du jeu géostratégique en Indonésie. Les dirigeants des rébellions régionales de l'Ouest et du Sud de Sumatra et du Nord de Sulawesi (Célèbes) à la fin des années cinquante, plus tôt dans les Moluques du Sud et aujourd'hui en Irian Barat (Nouvelle-Guinée occidentale) et à l'est de Timor, l'ont découvert à leurs dépens. Et si Kuntjoro-Jakti avait examiné un peu plus en profondeur que ne le laisse croire ses notes de bas de page les analyses du coup manqué de 1965 du PKI faites par les « journa-

listes et analystes occidentaux », il aurait pu remarquer que ceux-ci ne sont pas ignorants des faiblesses du parti indonésien mais les considèrent bien comme des « facteurs objectifs » de son environnement opérationnel. La barrière islamique aux ambitions du parti est certainement bien connue. L'incompatibilité entre une merdeka (liberté) « rouge » (*i.e.* communiste) et « verte » (*i.e.* islamique) en Indonésie, et son déterminisme sur l'évolution révolutionnaire du pays, avait déjà été soulignée il y a près de trente ans (voir Henri J. Alers, *Om Een Rode of Groene Merdeka*, Amsterdam, N.V. Vitgeverij « De Pelgrim », 1956).

Le bref compte rendu, bien écrit, du mouvement communiste en Malaysia fait par Zakaria Haji Ahmad et Zakaria Hamid, de l'Université Kebangsaan de Malaysia est plus factuel, plus complet et plus pertinent. On aurait toutefois aimé que le mouvement communiste de Sarawak, qui est mentionné en une phrase ou deux, fasse l'objet d'un traitement plus élaboré, particulièrement à la lumière de la situation actuelle qui voit l'effondrement à peu près complet du communisme armé au Sarawak. Les causes de cet effondrement et l'intégration des partis d'opposition d'autrefois comme le SUPP, doivent être analysées sérieusement par ceux qui voudraient, au gouvernement, neutraliser un mouvement politique qui pourrait éventuellement sortir de la clandestinité.

Une telle omission paraît d'autant plus importante qu'on a jugé nécessaire d'inclure plutôt au chapitre sur Singapour qui n'a que peu ou pas été touché par la percée d'un « mouvement communiste armé » au sens que prennent les mouvements apparus dans les autres pays couverts dans cet ouvrage. La courte description que fait Lee Ting Hui, de la *Singapour National University*, du « front uni » communiste de Singapour entre 1965 et 1966 n'est pas documentée et de toute façon n'apporte rien de nouveau aux travaux existants. Dans ce chapitre, il aurait d'autre part été souhaitable de définir à quel moment un « communiste » est un « communiste » (une distinction qui manque tout au long de ces pages), particulièrement en regard des politi-

ques de sécurité intérieure du gouvernement de Singapour.

La section sur les Philippines s'est concentrée plus précisément sur la réorganisation interne et la « rectification » du communisme dans cette république insulaire, et sur les causes de l'émergence du Parti communiste des Philippines (CPP) marxiste-léniniste (ou d'allégeance maoïste, appellation actuellement moins populaire) par rapport à l'ancien parti suivant la ligne de Moscou, le *Partido Komunista ng Pilipinas* (et non « Philippines » comme l'indique le texte), ou PKP. Écrit par Francisco Nemenzo, de l'*Australian National University*, cette section sur les Philippines fournit certains détails curieux.

Par exemple, l'auteur fait toujours référence au chef du CPP, José M. Sison, par son nom de plume, Amado Guerrero (« combattant bien-aimé »), par lequel il est beaucoup moins connu au sein du grand public philippin. Nemenzo ne mentionne que dans la dernière note, à la toute fin de l'article, que Sison est « présumé être le chef du CPP Amado Guerrero ». Nemenzo soutient également que la rupture entre la direction de l'ancien PKP avec les frères Lava et les dirigeants du CPP naissant fut l'aboutissement d'une lutte de pouvoir personnelle survenue en 1967, et que « certains observateurs n'étant pas au courant de cette querelle intestine » ont considéré la rupture entre le PKP et le CPP comme le reflet « local » de la rupture sino-soviétique dans les affaires communistes internationales. S'il avait étudié un peu plus à fond les travaux de certains de ces « observateurs », Nemenzo aurait pu y voir que ceux-ci plaçaient l'origine de la rupture communiste intra-philippine où il se doit, soit avec la désaffection grandissante des jeunes radicaux philippins à l'endroit de la direction Lava plus vieille et de la déchéance dans laquelle avaient sombré le PKP et ses alliés d'Hukbalahap.

De plus, le compte rendu de l'évolution du programme et des tactiques du CPP, auquel est consacrée la majeure partie de l'essai de Nemenzo, était déjà disponible, année après année, aux lecteurs des éditions annuelles du *Yearbook on International Communist Affairs* (Stanford (Cal.), Hoover Institution). Mais si

l'on en juge par leurs sources, ni Nemenzo, ni la plupart des autres auteurs du volume ne semblent familiers avec cette publication importante.

L'article le plus intéressant de l'ouvrage est peut-être finalement celui de Kanok Wongtrangan de l'Université Chulalongkorn de Bangkok sur la stratégie et le sort changeant du Parti communiste de Thaïlande (CPT). Bien sûr, l'article fournit bien peu d'éléments d'analyse sur l'effondrement actuel du CPT et les efforts évidents du Laos et du Vietnam pour insuffler une nouvelle énergie au parti. Mais l'essai de Wongtrangan expose de façon succincte la stratégie révolutionnaire du parti au cours des années soixante-dix, ainsi que la structure organisationnelle interne du CPT et ses tentatives de création d'un réseau unifié. Il complète bien les travaux du professeur Ross Prizzia sur les mêmes thèmes. Bien que de peu d'utilité pour celui qui aimerait retracer le déclin accéléré du CPT depuis 1980, l'article de Wongtrangan gardera une certaine valeur historique et ce qu'il transmet d'entretiens personnels menés auprès de *dramatis personae* clés ainsi que les sources Thai relativement inaccessibles utilisées ajoutent à sa qualité. Il contient plusieurs appendices documentaires instructifs, parmi lesquels les Programmes en Dix Points du CPT de 1968 et de 1976.

En considérant *Armed Communist movements in Southeast Asia* dans son ensemble, on est frappé par la piètre planification et la définition ambiguë de l'objectif de l'ouvrage. Il n'est pas évident que l'avis de spécialistes du domaine ait été recherché. On peut donc se demander si ceux qui ont conçu le livre, et révisé les manuscrits présentés, se sont interrogés sur la contribution que pourraient apporter ces pages – *i.e.* en offrant quelque chose d'important, ou de nouveau, d'inédit – aux travaux déjà publiés sur le sujet.

On ne peut cependant que remarquer un grand nombre de lacunes. Ces pages ne contiennent par exemple rien sur la Birmanie, site de l'un des « mouvements communistes armés » les plus anciens et les plus constamment actifs, aujourd'hui encore, d'Asie du Sud-Est. L'omission de la Birmanie ne peut

avoir été causée par la non disponibilité de spécialistes, puisque le rôle du Parti communiste birman et de certains de ses alliés importants, comme les groupes ethniques nationalistes quasi-sécessionnistes telle l'Armée des Kachins pour l'indépendance, a récemment fait l'objet d'analyses par des auteurs birmans. (Voir Aung Kin, « Political Opposition in Burma », *Journal of Asian Affairs*, vol. 19, 1984, numéro spécial sur l'opposition en Asie du Sud-Est, pp. 86-116) ? Il serait peut-être trop demandé que de vouloir trouver à l'intérieur d'une étude comme celle-ci une analyse du « mouvement communiste armé » le plus important et le plus efficace que l'Asie du Sud-Est ait connu jusqu'à ce jour, *i.e.* celui du Vietnam. Mais la troisième phase actuelle de la guerre d'Indochine, où les « mouvements communistes armés » se battent maintenant les uns contre les autres (par exemple les Khmers Rouges du « Kampuchéa démocratique » de Pol Pot contre les Vietnamiens et leurs alliés d'Heng Samrin au Cambodge) aurait certainement mérité qu'on s'y arrête, ne serait-ce que parce que la lutte intra-communiste du Cambodge a profondément influencé les perceptions de sécurité des régimes des pays étudiés dans cet ouvrage, particulièrement la Thaïlande et l'Indonésie.

Il semble encore singulier que si peu de détails et d'analyses ne soient consacrés dans ces pages au rôle présumé – passé et présent – de l'URSS et particulièrement de la République populaire de Chine en tant que fournisseurs d'aide matérielle et de direction idéologique aux mouvements communistes d'Asie du Sud-Est. Encore récemment, le premier ministre de la Malaysia, Mahathir Mohamad, demandait de nouveau à Beijing de mettre fin au soutien aux Communistes de Malaysia (voir *The Straits Times*, Singapour, 17 janvier 1985, p. 10, vol. 3). Et au cours de visites en Thaïlande, des représentants chinois ont tenté de convaincre leurs hôtes que Beijing était bien trop occupée à l'heure actuelle par ses propres « tâches internes » pour se mêler des affaires des autres; ils n'ont pas manqué de souligner également la différence qu'ils font entre les relations de « parti à parti », de « peuple à peuple » et les autres (voir *The Nation*, Bangkok, 2 juillet 1985, p. 1, col. 1).

Plus de deux décennies après le coup d'État manqué du 30 septembre 1965 en Indonésie, le gouvernement Suharto persiste à accuser la République populaire de Chine d'avoir soutenu les insurgés communistes. On se demande donc comment un ouvrage dévolu, comme le souligne le directeur de l'ISAS Kernial Sandhu dans son avant-propos, à « une meilleure compréhension des réalités actuelles de la région », et à la création d'un « réseau d'expertise sur les questions de sécurité de la région », ait pu omettre d'examiner la question précise de l'aide chinoise et soviétique au-delà des généralités vagues et longues de deux paragraphes sur le « soutien externe » contenues dans les remarques de la conclusion totalement inadéquate de Chandran Jeshurun.

La principale lacune de l'ouvrage tient peut-être justement à ceci, *i.e.* à l'absence d'une conclusion plus approfondie et systématique qui aurait pu permettre de comparer et de mettre en relation certains des points soulevés par les auteurs. Si par exemple comme l'affirme Kuntjoro-Jakti, l'une des causes de l'échec du PKI fut sa concentration sur Java, qui n'est qu'une petite île pouvant facilement faire l'objet d'un blocus par la mer, « pourquoi alors la Nouvelle armée du Peuple » du CPP a-t-elle tant de succès avec sa stratégie insulaire aux Philippines – même sur l'île de Mindanao qui a une population musulmane importante ?

La meilleure façon d'apprécier *Armed Communist Movements in Southeast Asia* consiste probablement à le considérer comme un acte de présence de la part de plusieurs nouveaux auteurs d'Asie du Sud-Est dans ce domaine. Ceci constitue certainement une évolution qui, étant donné les contraintes que pose l'étude du sujet *in situ* en raison des politiques de sécurité intérieure des gouvernements, mérite en conclusion un mot d'encouragement pour inciter la poursuite des recherches. (Traduit de l'anglais).

Justus M. van der KROEF

Département de science politique
University of Bridgeport,
Connecticut, E.U.